

3^e trimestre 1975

EL REBELDE

DANS LA CLANDESTINITE

L'ORGANE OFFICIEL DE LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE (MIR)
SANTIAGO-CHILI

**LA DICTATURE
CHILIENNE
PREPARE
LA GUERRE**

CONTRE

LE

PEROU

CETRAL



80P. 8499

**DEVANT LA CLASSE OUVRIÈRE
ET LES PEUPLES CHILIENS
ET PÉRUVIENS, LE M.I.R.
DÉNONCE :**

LA DICTATURE CHILIENNE PRÉPARE LA GUERRE CONTRE LE PÉROU

Des rumeurs, concernant une guerre possible contre le Pérou, circulent traditionnellement dans le milieu des officiers des Forces Armées Chiliennes. Les révolutionnaires chiliens n'ont jamais accordé d'importance à ces rumeurs. Elles furent toujours un moyen pour le haut commandement militaire d'appuyer leur demande d'augmentation du budget de la Défense et l'achat d'armement, ou encore, pour les gouvernements bourgeois, un moyen de faire oublier à l'opinion publique les problèmes politiques internes du pays au profit d'un soutien au corps des forces armées.

Mais, aujourd'hui, les rumeurs de guerre contre le Pérou cessent d'être de simples rumeurs. Un grand nombre de faits prouvent à l'évidence que la dictature chilienne ne se contente pas d'une répression brutale et sanginaire et de massifs assassinats de travailleurs chiliens, mais qu'elle se prépare également, sans perdre un instant, à mener à bien une guerre d'agression contre le Pérou.

Le M.I.R. dénonce, devant la classe ouvrière et les peuples du Pérou et du Chili, la guerre criminelle que prépare le gouvernement de Pinochet. Le M.I.R. appelle les travailleurs, les organisations populaires, les révolutionnaires péruviens et chiliens à se mobiliser et à lutter pour que cette guerre n'est pas lieu. Impulser par l'impérialisme yankee et le grand capital, elle n'apportera à nos peuples frères que la souffrance et la mort.

L'ARMEMENT DE LA DICTATURE

A lors que le peuple chilien subit la plus terrible surexploitation, qu'il s'enfonce dans la misère, que des centaines de milliers de travailleurs sont réduits au chômage, que les budgets consacrés à la construction, à la santé, à l'éducation et aux investissements productifs ne cessent de diminuer, la Junte Militaire chilienne se lance dans une folle course à l'armement. Ce sont des centaines de millions destinés à l'achat d'armes que notre peuple doit payer au prix d'une misère accrue.

Un calcul rapide montre que la dictature a dépensé près d'un milliard de dollars à l'achat d'armement et à la préparation de son agression contre le Pérou.

Les informations obtenues à partir de diverses sources militaire et gouvernementale et à l'étranger permettent d'établir le décompte suivant (qui reste incomplet) de l'armement acquis par la dictature à la fin de l'année 1974 :

POUR L'ARMÉE DE TERRE

- un nombre imprécisé de tanks M-60 (plus de soixante en tout cas) (U.S.A.).
- un nombre imprécisé d'IAI-RAVA (Israël).
- 20 hélicoptères SA-330 Puma d'origine française.
- Au total de 100 tanks AMX-13 (légers) et MX-30 (moyens).

Il faut souligner qu'une partie de ces tanks furent achetés par le gouvernement précédent.



— Plus de 20 hélicoptères à réaction NH d'origine nord-américaine.

— Une flotte de camions Renault.

— Une machine pour fabriquer des munitions destinées à la FAMA (industrie d'armement).

— Un nombre indéterminé d'armes diverses achetées en Espagne : canons sans recul, armes d'infanterie, lance-fusées, grenades POI, munitions.

— Plus de 200 jeeps Toyota (Japon).

— Du matériel destiné au génie militaire acquis aux U.S.A. et au Brésil grâce au crédit de la Clark Internatio-

nal Marketing et de la banque du Brésil.

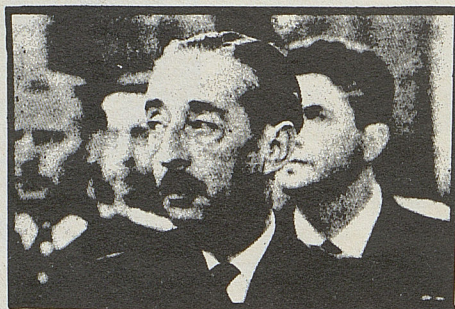
— Un lot important de fusils M-16 (AR-55) et de mines antitanks (U.S.A.).

— Du matériel de communication européen et japonais.

— Du matériel de transport (brésilien).

— Des machines destinées à la production d'explosifs dans le nord du pays (maintenant sous contrôle militaire).

— Plus de 40 canons de 155 mm, mobiles, type AMX-15 (France).



POUR LA MARINE :

- Deux destroyers porteur de fusées air-mer, mer-terre et mer-mer (U.S.A.).
- Deux frégates Léander armées de fusées mer-air, mer-terre et mer-mer (Angleterre).
- Deux péniches de débarquement type LST (U.S.A.).
- Deux sous-marins (U.S.A.).
- Deux sous-marins Obéron (Angleterre).
- Des hélicoptères (en nombre indéterminé) (Angleterre).
- Des fusées anti-sous-marin (Angleterre).
- Des fusées mer-mer Gabriel (Israël).
- Un lot important de fusils HJ-33 pour la Marine (Allemagne).
- Du matériel de communications (Japon et Europe).



POUR LES FORCES AERIENNES :

- 24 avions Hawker Hunter (Angleterre).
- Plus de 30 hélicoptères SA 330 Puma (France).
- 24 bombardiers A-4-D Sky Hawk Douglas (U.S.A.).
- 24 avions de chasse F-5-E Tigre II Northrop (U.S.A.).
- 36 avions Cessna T-37 et A-37-B (pour attaquer les convois et les formations de blindés) (U.S.A.).
- 24 avions Cessna T-41-C (U.S.A.).
- Du matériel de communication d'origine européenne et japonaise.
- Des canons de défense anti-aérienne (provenance et caractéristiques inconnues).
- Un lot de fusils M-16 (AR-55) et de l'armement léger pour les pilotes et les officiers (U.S.A.).

POUR LES CARABINIERS :

- Un lot indéterminé de cars UR-410 (Allemagne).
 - Un lot de fusils M-16 (AR-55) ; des mitrailleuses ; des pistolets pour les officiers.
 - Plus de 50 tanks rapides, de type israélien.
 - Plus de 500 véhicules de transport et de patrouille (argentins et brésiliens).
 - Lance-fusées et armes d'infanterie (Espagne).
- Les carabiniers auraient également reçu des tanks légers, mais ceci n'est pas confirmé.

POUR LES SERVICES

SECRETS :

- Des cars de transport et de patrouille (U.S.A.).
 - Des mitrailleuses et pistolets Walter HPK (Allemagne).
 - Des appareils de communication et du matériel électronique d'espionnage de provenance diverse.
- Ceci est l'armement reçu durant l'actuel gouvernement dictatorial, mais il est nécessaire de souligner que, durant le gouvernement de l'Unité Populaire, les Forces Armées Chiliennes ont acheté des armes à la France, à l'Allemagne, à l'Angleterre et à

l'Espagne. Quant aux U.S.A., alors même qu'ils promouvaient le boycott économique contre le gouvernement d'Allié, n'arrêtaient jamais les prêts destinés aux achats d'armes et continuèrent l'instruction du personnel militaire à Panama et en Amérique du Nord.

À tout cet armement récemment acheté, il faut encore ajouter celui qui date d'avant 1970, également moderne et toujours en état d'usage.

Les Forces armées et les forces de police détiennent depuis avant 1970 (approximativement) :

ARMÉE DE TERRE : armement d'infanterie pour six brigades (y compris des canons sans recul, des mortiers, des moyens de transports, etc.) ; armement pour quatre régiments de cavalerie motorisée (plus de 15 hélicoptères, canons automoteurs, transports blindés, etc.) ; deux régiments blindés (plus de 60 tanks M-41) ; huit régiments d'artillerie (canons autopropulsés, canons provenant d'Espagne, artillerie de montagne, etc.) ; divers corps spéciaux de parachutistes, de troupes de montagnes, de commandos, etc., avec un armement moderne et des transports aériens.

LA MARINE : 3 croiseurs, 2 sous-marins, 4 destroyers, 4 destroyers d'escorte, 4 torpilleurs rapides, 2 frégates, 5 péniches de débarquement, un nombre indéterminé de divers patrouilleurs, de l'aviation marine avec des bombardiers, des amphibis, des hélicoptères, des corps de fusiliers marins avec des camions et des blindés amphibis et un armement moderne d'infanterie.

LES FORCES AERIENNES : 45

bombardiers de chasse, 20 bombardiers, 110 avions divers de transport, 20 hélicoptères, artillerie anti-aérienne, plus de 50 tanks rapides.

CARABINIERS : armement moderne d'infanterie pour 30 000 effectifs, 15 hélicoptères, divers avions de transport et de reconnaissance, plus de 50 tanks rapides.

La dictature ne peut se maintenir que grâce à la plus sanglante répression contre le peuple qui la hait et la combat ; mais, en tout état de cause, il est facile de comprendre que pour gouverner par les armes un peuple désarmé, seule une très petite partie de la puissance militaire que nous avons décrite est nécessaire. La raison d'être de cette puissance militaire que la dictature développe d'une façon accélérée ne peut être que l'agression d'autres pays.

Les informations que nous allons donner maintenant corroborent les intentions belliqueuses de la dictature.



LA MILITARISATION DE LA POPULATION CIVILE ET LE RENFORCEMENT DES FF AA

En 1973, les Forces Armées Chiliennes comprenaient 60 000 membres, dont 38 000 appartenaient à l'armée de terre, 15 000 à la Marine et 7 000 aux Forces aériennes. Près de 5 000 membres des Forces Armées ou des corps armés de l'Etat (carabiniers, policiers, personnel de prison) furent fusillés ou sont morts lors des affrontements de septembre 1973 ou bien sont actuellement emprisonnés ou enfin ont été expulsés de leurs corps pour leur tendance de gauche ou antidictatorial.

Même ainsi, les effectifs des Forces Armées sont plus que suffisants pour mener à bien la politique répressive de la dictature. Par contre, ils sont insuffisants dans une perspective de guerre contre le Pérou, raison pour laquelle la dictature a développé rapidement ses effectifs militaires.

EN PREMIER LIEU :

tous les corps de police ont été militarisés et sont passés sous la dépendance du ministère de la Défense. Ils ont subi une réorganisation interne. Enfin, ils ont reçu pour équipement un armement moderne qui dépasse largement les simples nécessités policières et qui a un caractère clairement militaire (en particulier les

corps de blindés et les bataillons de carabiniers équipés de mitraillettes). De ce fait, les rangs des militaires se sont énormément renforcés ; de plus, alors qu'en 1973 le nombre des carabiniers se situait aux alentours de 30 000, l'on en compte actuellement plus de 45 000.

EN DEUXIEME LIEU :

plus de 10 000 anciens officiers et sous-officiers ont été réintégrés dans les Forces Armées. Non seulement comme l'on pourrait le penser pour accomplir des tâches gouvernementales, mais avant tout pour assurer l'instruction militaire et satisfaire aux nécessités de personnel technique pour le maniement du nouvel armement, pour de nouveaux commandements, etc.

EN TROISIEME LIEU :

le service militaire obligatoire est passé de un à deux ans et le nombre des conscrits a été considérablement augmenté. En 1974, 20 000 jeunes furent appelés sous les drapeaux et, pour cette année, le nombre est encore plus important. Différents techniciens qui, pour diverses raisons, n'avaient pas auparavant accompli leur service militaire, ont été appelés à recevoir une instruction militaire, ce qui est parfaitement inhabituel.

EN QUATRIEME LIEU :

Des femmes commencent à être incorporées tant dans la FACH, la Marine, les carabiniers, la police civile que dans l'armée de terre. En octobre 1974, on a inauguré le Service Auxi-

liaire Féminin de l'Armée de terre (S.A.F.E.). On forme actuellement des femmes officiers et sous-officiers qui seront chargées d'assurer l'instruction du Service Militaire Féminin qui commencera en 1976. Le but est de remplacer un grand nombre d'effectifs — pour l'instant disséminés dans divers services — par un important personnel féminin et libérer ainsi une large partie du contingent qui pourra rejoindre le front.

EN CINQUIEME LIEU :

On a augmenté de quatre ou cinq fois le nombre d'élèves dans les cours pour aspirants officiers et sous-officiers, ainsi que le temps d'engagement des soldats, des matelots et des carabiniers. La Marine donne actuellement un cours accéléré à plus de 1 000 marins destinés à équiper les navires nouvellement acquis ; la FACH a envoyé 200 officiers et sous-officiers aux U.S.A. pour qu'ils apprennent à piloter et à entretenir les nouveaux avions Cessna ; on a fait appel à des techniciens étrangers, français et nord-américains, pour qu'ils enseignent à l'Armée de terre et à la FACH le maniement du matériel aérien (hélicoptères) et des blindés récemment achetés.

Selon une estimation générale, les Forces Armées Chiliennes doivent actuellement compter plus de 120 000 hommes de l'armée de métier, auxquels il faut ajouter plus de 50 000 conscrits. Le budget militaire, qui était en 1973 de 170 millions de dollars, a été doublé et nous ne comprenons là ni les achats d'armes ni les travaux d'infrastructure effectués en prévision de l'invasion du Pérou.

Il n'y a rien d'étonnant alors à ce que Halberger et Friedman, économistes étrangers, invités par le gouvernement, indiquent que la première mesure à prendre, pour sauver le pays du chaos économique dans lequel la Junte l'a plongé, est de réduire les dépenses budgétaires ; ce que ne peuvent dire publiquement ces économistes yankees et réactionnaires, c'est qu'il n'existe aucune possibilité d'assainir quelque peu l'économie nationale tant que subsistera la dictature militaire.

Mais la Junte, dans ses plans d'agression, ne s'est pas contentée d'augmenter les effectifs des Forces Armées, elle est également en train de mener à bien un vaste plan de militarisation de la population civile.

Ce plan prévoit, en premier lieu, la préparation et l'utilisation de ressources civiles en appui à son plan d'agression. C'est ainsi, comme on a pu le constater, que le ministère de la Santé a ordonné au Service National de la Santé (S.N.S.) d'envoyer du matériel chirurgical et sanitaire dans la région nord du pays et que l'on a demandé à divers hôpitaux de Santiago de prévoir la mobilisation de personnel médical et paramédical pour cette même région.

Le gouvernement et la Force Aérienne ont donné un appui officiel à l'aviation civile, au parachutisme et au vol à voile. Un même appui (comprenant la livraison de matériel récemment importé) a été donné aux clubs de radios-amateurs qui reçoivent des conseils de spécialistes en télécommunications dans les zones rurales et dans celles de la Cordillère. On a créé un nouveau ministère des transports, où les militaires commencent à contrôler les communications

et les transports civils, avec comme but de planifier son fonctionnement en cas de guerre. Les services secrets ont également réalisé une étude des entreprises et des industries stratégiques et ont placé des militaires à la direction d'un grand nombre d'entre elles.

Un autre aspect du plan d'agression contre le Pérou est l'incorporation et la préparation de civils à diverses tâches gouvernementales, policières et répressives, avec l'idée de pouvoir par la suite muter une importante partie du personnel de l'armée qui, actuellement, accomplit ces fonctions, à des tâches proprement militaires. Pour les tâches de répression, le gouvernement travaille avec les secteurs politiques les plus réactionnaires, en particulier les militants du Parti National et ceux du Mouvement Patrie et Liberté ; plusieurs milliers d'entre eux et des éléments du lumpen ont été incorporés dans les services de répression ; le chef de la Dina, le criminel colonel de l'Armée de terre, Manuel Contreras, Mario Romero, major de l'Armée de terre, ainsi que d'autres officiers, sont responsables du recrutement ; le plan se propose, dans un premier temps, de transmettre les fonctions de répression à un nouveau personnel civil en province, ensuite dans les centres urbains plus importants puis dans la capitale ; des groupes parapoliciers sont organisés à partir d'éléments réactionnaires instruit par l'Armée de terre, ainsi qu'on a pu le vérifier à Melipilla, Colonia Dignidad, San Carlos, Cautin ; lors de l'agression, tous ces groupes seront armés par le gouvernement et prendront en main l'essentiel de la répression interne.

Pour les tâches de gouvernement, la Junte essaie d'organiser un mouvement politique réactionnaire d'appui civique à la dictature, avec le soutien des dirigeants politiques et corporatistes les plus sinistres ; ce mouvement permettrait de remplacer par un personnel de confiance les militaires aujourd'hui employés à des tâches gouvernementales et que requiert la préparation de la guerre.

Le gouvernement cherche également à habituer la population civile à l'idée de la guerre sans en parler ouvertement. On cache les exercices de défense passive sous le couvert de plan de sauvetage en cas de « catastrophes ». Ainsi, des sirènes d'alarme sont installées dans les écoles, les industries, les entreprises ; des plans d'évacuation sont établis dans les édifices (pour les cas de bombardements) ; certaines entreprises qui ont une importance militaire ont des plans de mobilisation ; un plan d'urgence a même été réalisé dans plusieurs provinces (une grande publicité a été donnée à celui de la province de Concepcion).

Enfin, ces diverses mesures sont accompagnées par une campagne militariste et chauvine croissante, exaltant les Forces armées, les anciens triomphes militaires (des guerres contre le Pérou et la Bolivie). On fait de la propagande dans les écoles et dans les villes, on invite les étudiants dans les casernes, on appelle la jeunesse à s'engager pour défendre la patrie, etc. Jamais on ne parle officiellement ou même ouvertement de la guerre avec le Pérou, mais toute cette campagne est orchestrée dans ce but.

LA BASE D'AGRESSION

La préparation d'une région stratégique pour envahir le Pérou est la preuve la plus probante des plans militaires et expansionnistes de la dictature. L'armée a choisi une zone étendue, située entre les villes d'Iquique et d'Arica, afin de concentrer ses forces. Cette base lui permettra à la fois d'assurer sa retraite et de point de départ pour l'invasion.

— LES PREPARATIFS.

Le commandant en chef de la VI^e division, le général de brigade Hernan Fuenzalida Vigor est chargé de préparer la base d'agression. La zone choisie constitue un énorme rectangle, situé entre la route panaméricaine et la mer, dont les sommets sont Humberstone au sud-est, Iquique au sud-ouest, Sapiga au nord-est et Pisaga au nord-ouest. On observe dans toute cette zone un intense mouvement de personnel militaire et entre Huara et Sapiga, jusqu'à Pisagua, des barrières ont été placées et il est interdit de traverser cette région sans l'autorisation du

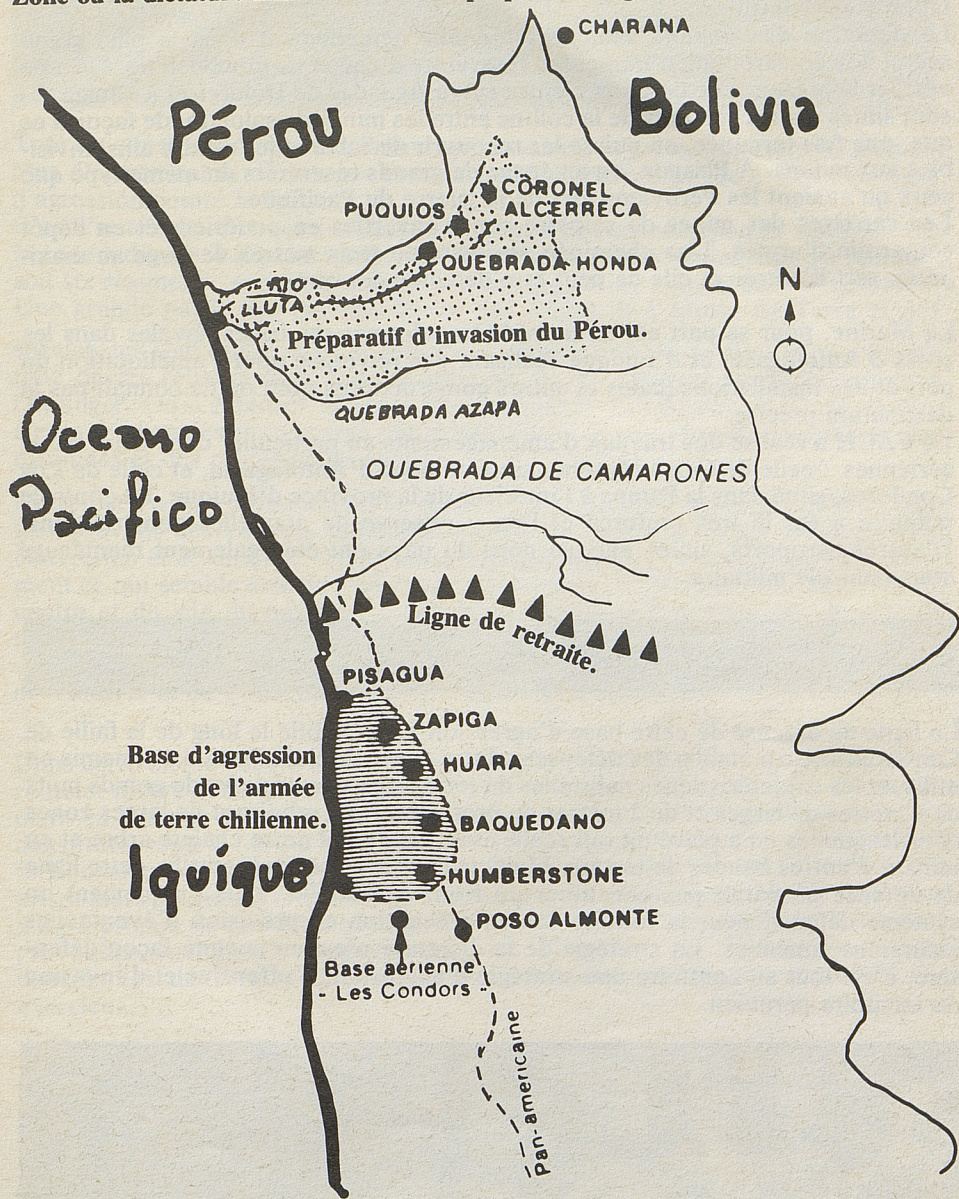
Haut-Commandement de la VI^e division de l'Armée de terre.

A Baquedano, localité située entre Humberstone et Huara, à 60 kilomètres d'Iquique, on a construit un campement militaire comprenant plus de 150 maisons destinées aux officiers, des baraquements pour les troupes, un supermarché, un cinéma et un immense hôpital militaire. A cet endroit, où d'ordinaire il n'y avait aucun regroupement militaire, il y a actuellement une garnison de 500 hommes.

Pisagua est converti en un port militaire fermé aux civils. L'Armée de terre contrôle les déplacements de la population. Le village est divisé en deux zones : une zone de libre passage pour la population du lieu et une autre (jusqu'à la partie nord du port) strictement contrôlée. Cette partie nord du port est elle-même subdivisée en : a) (une zone où le passage de la population locale est autorisée sous surveillance des militaires et des carabiniers ; b) (une enceinte interdite même aux militaires qui n'ont pas une autorisation spéciale. Dans cette enceinte, on peut voir 122 bâtiments importants qui ont été construits par les prisonniers du camp de concentration qui avait été établi dans ce même port et qui, à présent, est fermé. L'on y trouve également des maisons d'officiers et une cantine. L'ancienne prison de Pisagua a été, pour sa part, transformée en dépôt d'armes et de munitions. Toutes ces constructions, y compris celles du port lui-même, ont été accomplies sous la direction technique d'un expert militaire allemand.

On a tracé ou renforcé des petites routes intérieures pour joindre les villes de Pozo Almonte, Humberstone, Huara, Baquedano, Sapiga, Aguadas de Dolores,

Zone ou la dictature militaire chilienne prépare son agression contre le Pérou.



au port de Pisagua. Ces routes n'ont aucune justification économique et la circulation y est contrôlée.

La direction des travaux sanitaires travaille actuellement dans le plus grand secret à la construction d'immenses réservoirs d'eau et de combustible. On a pu vérifier la présence de certains d'entre eux à Aguadas de Dolores et à Sapiga, ils sont situés sur les versants de la colline entre les mines de salpêtre, de façon à ce que, une fois terminés, on puisse les recouvrir de sable et les rendre ainsi invisibles aux avions. A Pisagua, on aménage de grands réservoirs du même type que ceux qu'avaient les Péruviens lors de la guerre du Pacifique.

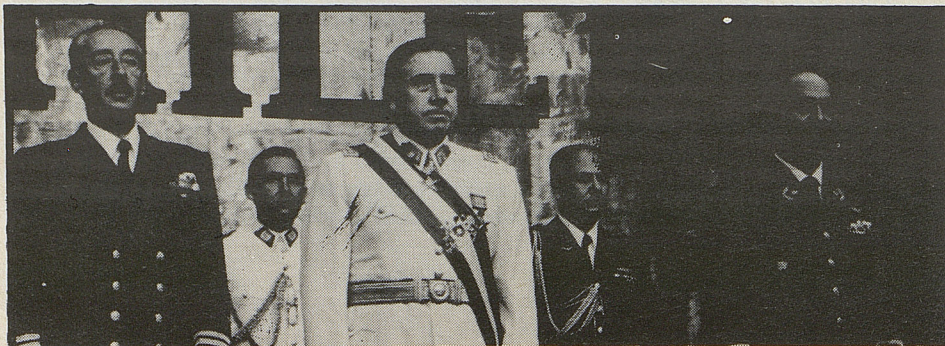
Les carrières des mines de salpêtre sont converties en poudrière et en dépôt souterrain d'armes. Une cheminée, de deux ou trois mètres de large au maximum, sert d'entrée et elle ne peut être détectée des airs.

La Marine, pour sa part est en train de transformer ses bases navales dans les ports d'Antofagasta et d'Iquique réalisant des ouvrages pour l'amélioration du port et des installations (cales et autres constructions) dont on ne connaît pas la destination précise.

La FACH a réalisé des travaux d'aménagements en particulier dans deux bases aériennes : celle de Cerro Moréno, situé au nord d'Antofagasta, et celle de Los Condores, situé dans la Pampa à l'intérieur de la province d'Iquique. Le contrôle militaire a été là très renforcé et l'on y observe de nouvelles constructions. D'autres aéroports, situés plus au nord du pays ont été également réaménagés sous contrôle militaire.

B. — LA LIGNE DE DEFENSE.

La ligne de défense de cette base d'agression a été établie le long de la faille de Camarones. On a établis des défenses contre des incursions de tanks ennemis en utilisant les caractéristiques naturelles du terrain, en construisant de grands puits de 4 mètres de larges et de 2 mètres de profondeur, en reboisant de larges zones dans lesquelles on a placé un rail scellé avec du ciment entre chaque arbre et en minant d'autres bandes de terrain. Mais, malgré tous ces préparatifs, cette ligne de défense ne paraît pas constituer un front de bataille, mais uniquement un système défensif pour la retraite et une précaution en prévision d'éventuelles incursions ennemies. La stratégie de la dictature n'est en aucune façon défensive, c'est tout au contraire une stratégie d'agression, d'offensive et d'invasion du territoire péruvien.



C. — LA CONCENTRATION DES ARMES ET LES EFFECTIFS DANS LA BASE D'AGRESSION.

Tout en construisant les installations nécessaires, la junte concentre de plus en plus d'armement et de troupes dans la zone militaire destinée à servir de base d'agression contre le Pérou.

C'est l'armée de terre qui a effectué la plus grande concentration de troupes dans la zone indiquée. La quasi totalité des effectifs militaires actuellement à Iquique, soit six régiments, seraient transférés avant septembre dans la base d'agression. Une grande partie des anciens élèves des écoles de l'Armée de Terre et des spécialistes sont mutés dans la zone nord, alors qu'en temps normal on a l'habitude de les répartir dans tous le pays ou de les envoyer se perfectionner à l'étranger. On a renforcé le corps des Ingénieurs de l'Armée de Terre de plusieurs compagnies et on envoie une grande partie de son effectif au nord avec des machines et des pièces de rechange.

Notre parti a pu vérifier depuis la fin de l'année dernière et durant celle-ci, que très souvent des convois militaires sortent de Santiago durant les heures du couvre-feu et se dirigent vers le nord, transportant des troupes et plus spécialement ce qui semble être de l'armement (y compris des tanks). Dans les villes du centre et du sud du pays on a également vérifié qu'il y avait des départs de personnel militaire et d'armement vers le nord du pays : tel est le cas de la base d'hélicoptères de l'Armée de Terre situé à Tumeco, des blindés de Punta Arenas, de Valdivia et de Concepcion, et de l'artillerie de Linares.

Dans cette même base d'agression on a pu constaté l'arrivée d'armement par la route et divers débarquements dans le port militaire de Pisagua. Tout spécialement en mars de cette année, il y a eu toute une série de longs débarquements constitués semble-t-il par des blindés : le colonel Ramon Larrain, assassin et tortionnaire qui était le responsable à Pisagua du camp de concentration des prisonniers politiques et qui est actuellement Chef d'EtatMajor à la VI^e Division, a dit à propos de ces débarquements : « voilà quelques petits joujoux qui vont provoquer une grande surprise chez les Péruviens... ». Enfin, les troupes concentrées dans cette zone effectuent constamment des manœuvres et des exercices.

De son côté, la Marine a également transféré du personnel, du matériel et des équipes de manutention à Iquique et à Antofagasta. Les Forces Aériennes ont transporté le gros de leur matériel « Hqwker Hunter » de Punta Arenas et de Santiago jusqu'à Serro Moreno.

D'Antofagasta, elles ont concentré également là les nouveaux avions Cessna ; des hélicoptères ont été amenés depuis Llanquihue et Santiago vers le nord ; enfin à la base de Los Condores (Iquique) il y a un rassemblement inaccoutumé de personnel et d'avions.

LA PREPARATION DE L'AGRESSION

Ce qui en définitive découvre les plans d'agression contre le Pérou que projette la dictature consiste dans une série de faits et d'agressions qui prouvent que la Junte chilienne a fait les premiers pas sur la voie de l'invasion. Apparemment il y a des relations très cordiales entre les gouvernements des deux pays. Des délégations militaires d'« amitié » vont et viennent, se concèdent mutuellement des décorations. On a planté un olivier à la frontière en symbole de la paix entre le Chili et le Pérou, et l'on annonce continuellement une réunion entre Pinochet et Velasco Alvarado qui ne se fait jamais. Mais derrière les sourires cordiaux se cachent le sinistre visage de la Junte.

La dictature a lancé graduellement une campagne croissante de propagande belliqueuse contre le Pérou. On ne parle pas de l'agression qui se prépare mais l'on insiste continuellement sur le fait que le Pérou s'est armé puissamment avec l'aide de l'Union Soviétique, qu'il a installé des bases à la frontière, acquis des avions, qu'il a mis sur pied une importante force de blindés, qu'il a accru la force de sa Marine, enfin l'on suggère constamment le danger d'une agression péruvienne poussée par « le communisme international ».

Les officiers, les fonctionnaires du gouvernement et les milieux politiques les plus réactionnaires font courir des rumeurs alarmistes dans la

population ; l'on parle d'un « danger imminent » de guerre, de l'instabilité de la situation, de la découverte de plans d'agression péruvien, de la quasi impossibilité d'éviter un affrontement, de la nécessité d'établir une « économie de guerre » et de se préparer à défendre la patrie.

Tout cela pour créer le climat nécessaire, l'exaltation patriotique et pour cacher les plans d'invasion par un simulacre d'agression.

La dictature mène en même temps une campagne de provocations afin de développer les contradictions au sein de la bourgeoisie péruvienne, espérant ainsi créer des conflits internes qui affaibliront le gouvernement militaire. Pinochet a chargé Le Mercurio (groupe Edwards) de coordonner la campagne de propagande. Ce journal soutient les mouvements de subversion réactionnaires contre le gouvernement de Velasco Alvarado, et grâce à son influence à la SIP et dans la presse la plus réactionnaire du continent, leur donne une tribune péruvienne.

Mais la dictature ne se limite pas aux campagnes de propagande, elle opère également à l'intérieur du Pérou. C'est le mouvement ultra réactionnaire « Patrie et Liberté » qui a été chargé de cette tâche. Cette organisation, subventionnée par le gouvernement chilien, entraînée par les officiers des services secrets des Forces Armées, aidée par des officiers nord-américains et brésiliens, s'infiltré dans les milieux militaires péruviens les plus réactionnaires (particulièrement dans la Marine, la gendarmerie). Le mouvement « Patrie et Liberté » avec l'appui de ses sections brésilienne, paraguayenne, argentine et bolivienne, a organisé des groupes subversifs réactionnaires, a formé

des commandos et des agitateurs et a directement participé aux récents désordres de Lima et aux soulèvements de la gendarmerie péruvienne.

Pour réunir des informations militaires et pour développer un mouvement subversif contre le gouvernement de Velasco Alvarado, les Services Secrets de la Junte envoient également leurs agents sous le couvert d'activités industrielles et commerciales, tâche facilitée par l'existence du Marché Andin. Grâce à lui ils peuvent s'introduire dans les milieux industriels péruviens où ils font un grand travail d'agitation souterraine contre le gouvernement militaire.

Toute cette campagne, pour aiguïser les contradictions inter-bourgeoises au Pérou, s'accompagne, ce qui est plus grave encore, de préparatifs mi-

litaires croissants dans les zones frontières, indiquant que l'agression militaire se prépare avec rapidité.

Tout d'abord il y a un grand rassemblement des troupes de l'Armée de terre dans le port d'Arica et aux environs. On a observé que des forces militaires motirisées et des tanks s'exerçaient à l'intérieur du pays, dans la pampa et la pré-cordillère, entre le cours de Lluta et la taille d'Azapa, et qu'un contrôle militaire avait été mis en place.

De plus, il y a un mouvement inhabituel de personnel militaire dans les villes et dans les alentours de Quebrada Honda, Molinos, Puquios, Coronel Alcerraca et autres lieux.

On a transporté du centre du pays vers Arica de lourdes machines destinées au génie militaire qui sont gar-



dées en dépôt, remplies de combustible et avec un programme « d'évacuation ». On a également envoyé dans des lieux inconnus de la Pampa et de la pré-cordillère, des matériaux pour la construction de préfabriquée et de baraquements démontables. Enfin on a transporté de grands réservoirs d'eau et de combustibles en préfabriqué.

Un système de colonie pénitentière pour les délinquants de droit commun a été mis en place. Sa justification est la réhabilitation par le travail. On ne sait exactement où se trouve les prisonniers ainsi détenus. Mais on sait toutefois qu'ils sont dans une zone sous contrôle militaire où ils effectuent des travaux de construction, la réparation de routes et autres ouvrages.

Dans cette zone la FACH maintien en vol 24 heures sur 24 une escadrille de Hawker Hunter qui sont des avions de chasse. Alors qu'auparavant il n'y avait que des patrouilles sporadiques effectuées par des appareils en général non armés. On raconte parmi les officiers de Cerro Moreno et de la base de Los Condore que l'espace aérien péruvien aurait été violé à diverses reprises par ordre du Commandement Aérien de la FACH et que des vols de reconnaissance s'effectueraient à l'intérieur du territoire péruvien.

Les navires de guerre de la Marine font également des exercices dans cette zone. Des hommes des équipages des flottes de pêche affirment qu'à diverses reprises des officiers de la Marine ont embarqué sur des bateaux de pêcheurs qui ont pénétré dans les eaux territoriales péruviennes.

Il faut souligner enfin que dans cette zone, les déplacements des officiers supérieurs de tous les secteurs des Forces Armées se sont extraordinairement accru et qu'une grande réserve est faite sur leur activité à cet endroit.

Tout ceci indique que la Jinte est entrain de concentrer le gros de ses forces dans la zone que nous avons signalé comme étant celle de la base d'agression (entre Iquique et Arica), mais elle prépare également dans la zone proche de la frontière (à l'intérieur d'Arica) les lieux d'où s'effectuera l'invasion. La Marine et les Forces Aériennes se tiennent prêtes également et effectuent des reconnaissances dans le territoire ennemi. Les campagnes de propagandes créent un climat national et international favorable, tandis que le soutien à la subversion réactionnaire et le développement des contradictions au sein de la bourgeoisie péruvienne affaiblissent l'ennemi.

LES INTERETS EN JEU

Pinochet et sa bande d'officiers criminels ne se lanceraient pas dans cette aventure guerrière s'il ne comptait sur le soutien et l'appui d'autres pays. La guerre qui nous menace n'est pas le produit de vieilles rivalités historiques entre le Pérou et le Chili, ni même le résultat des seuls rêves expansionnistes et des folies belliqueuses de la Junte. Il y a d'autres intérêts en jeu derrière la préparation de ce criminel affrontement.

Le conflit entre le Chili et le Pérou c'est avant tout l'affrontement entre deux groupes de bourgeoisies latino-américaines qui dans la période actuelle de crise et d'affaiblissement de la domination des Etats-Unis, en Amérique Latine, cherchent à redéfinir les relations de dépendance avec la puissance yankee et à développer des blocs sous-impérialistes en Amérique Latine. Les U.S.A. ont assigné dans ces dix dernières années ce rôle au Brésil qui tout en se développant comme puissance régionale exerce les fonctions d'un état gendarme.

Cependant depuis 1970, la crise dont souffre l'économie capitaliste mondiale, l'affaiblissement de l'impérialisme américain et la conjoncture favorable aux prix des matières premières, ont créés les conditions favorables pour que surgisse en Amérique Latine un mouvement des bourgeoisies locales de tendance nationaliste qui cherchent à redéfinir les relations de dépendance avec l'impérialisme et à défendre une plus grande participa-

tion au surplus des économies de leurs pays. A la tête de ce mouvement on trouve le Venezuela dont l'influence s'étend sur les pays d'Amérique Centrale et en Amérique du Sud, sur la Colombie, l'Equateur Le Brésil, de son côté, essaye aussi de consolider sa périphérie et d'étendre sa domination sur les marchés latino-américains. Il a facilement envahit économiquement l'Uruguay, le Paraguay et la Bolivie qui sont sous son influence ; mais ces pays sont très faibles et leur marché est réduit. L'implantation de la dictature au Chili, qu'il a activement appuyé, offre au Brésil l'occasion de pénétrer le marché andin. Cependant, ses tentatives sous-impérialistes se heurtent à celles du Venezuela.

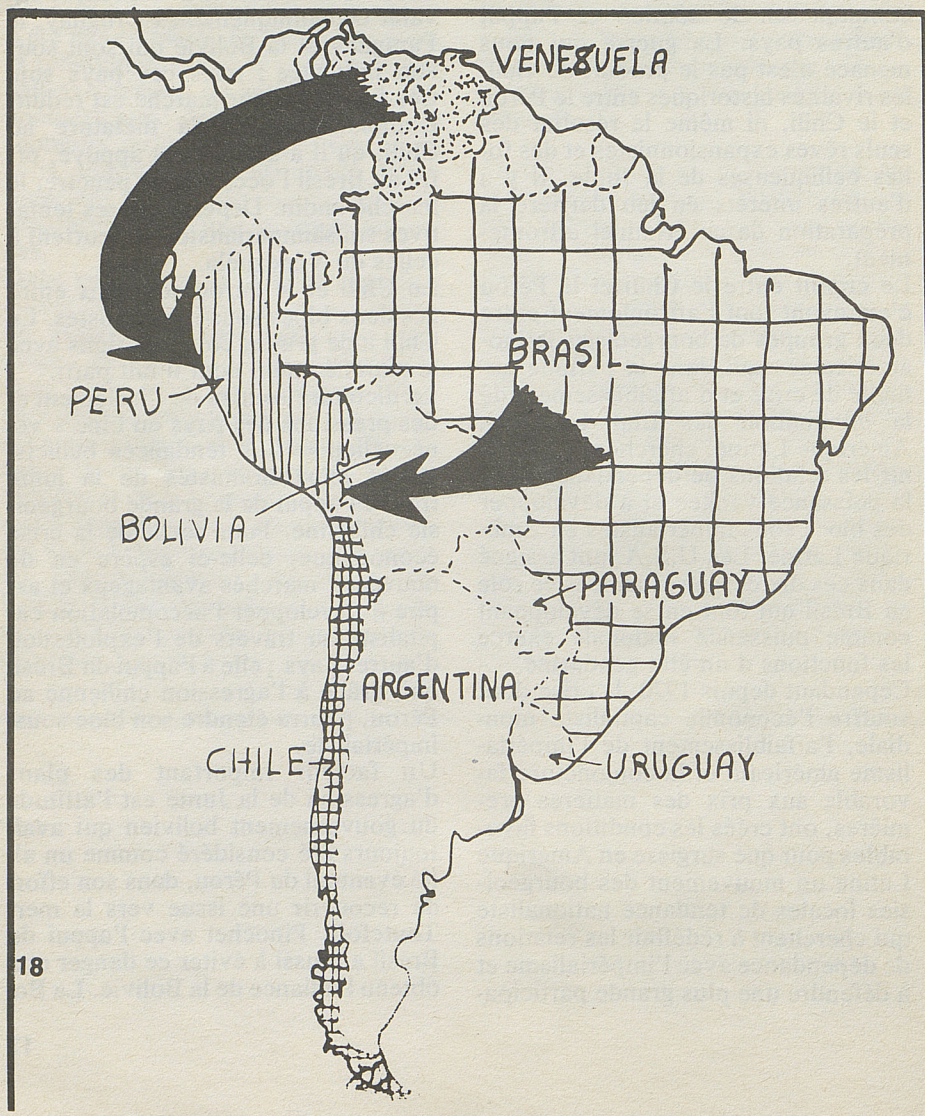
Le Chili et le Pérou sont pris entre ces deux blocs sous-impérialistes. Le Chili a de graves contradictions avec le marché andin dont il fait parti.

La dictature souffre de l'isolement et des pressions des pays du bloc « vénézuélien ». Les tendances bellicistes et expansionnistes de la junte trouve l'appui de la grande bourgeoisie chilienne. Pour sortir de la crise économique, celle-ci espère en de nouveaux marchés avantageux et aspire à développer l'accumulation capitaliste au travers de l'exploitation d'autres pays ; elle a l'appui du Brésil qui, grâce à l'agression chilienne au Pérou, pourra étendre son bloc sous-impérialiste.

Un facteur important des plans d'agression de la Junte est l'attitude du gouvernement bolivien qui avait toujours été considéré comme un allié éventuel du Pérou, dans son effort de recouvrir une issue vers la mer. Toutefois, Pinochet avec l'appui du Brésil a réussi à éviter ce danger et a obtenu l'alliance de la Bolivie. La Bo-

livie et le Chili ont rétabli leurs relations diplomatiques et ont passé un accord secret lors de la récente rencontre de Charana. Le dictateur Pinochet a offert au dictateur Banzer d'accorder à la Bolivie une issue sur le Pacifique. Ce pacte est maintenu secret car il rompt le traité de paix signé entre le Chili et le Pérou depuis la guerre du Pacifique, traité où il est

spécifié que le Chili ne pourra céder à d'autres pays les territoires qui, avant la guerre, appartenaient au Pérou. Ceci Banzer ne pouvait l'expliquer publiquement malgré le mécontentement qui a surgi entre la bourgeoisie et les cadres des FFAA boliviennes devant le rétablissement des relations diplomatiques avec le Chili. L'opposition du Pérou à ce que le



Chili cède des territoires à la Bolivie sera un des prétextes que présentera la junte pour agresser le Pérou quand tous les préparatifs de l'invasion seront achevés.

Ce n'est pas un hasard cependant si les plans et les préparatifs militaires ne sont en rien dirigés contre la Bolivie ; il n'existe aucune installation défensive contre la Bolivie. Par contre le Chili, la Bolivie et le Brésil se sont mis d'accord pour construire une route stratégique qui les reliera. Ces trois pays se sont également associés pour réaliser un système de communication par satellite. Le gouvernement brésilien a commandé à approvisionner en armes (avions, tanks, transports, etc.) la Bolivie.

L'attitude des Etats-Unis.

La politique du gouvernement nord-américain, est également d'appuyer et de soutenir les Blancs belliciste de la dictature chilienne. Les Etats-Unis, alarmés par le rapprochement du gouvernement péruvien avec Cuba et l'URSS (surtout par la livraison d'armes et l'aide militaire soviétique au Pérou), ont menés vis-à-vis du Pérou une politique en plusieurs éta-

pes : ils ont livré tout d'abord des armes au Chili afin de contrecarrer la puissance militaire péruvienne et de faire ainsi pression sur son gouvernement ; ils ont ensuite soutenu la subversion réactionnaire et ont essayé de renverser Velasco Alvarado ; maintenant, devant l'inéficacité de leur politique ils encouragent l'agression chilienne.

La visite en juillet 1974 du secrétaire de l'Armée de Terre nordaméricain, H. Callaway, aux plans militaires de Pinochet. Non que les Etats-Unis craignent une révolution socialiste au Pérou, ils savent bien que le gouvernement militaire péruvien est un gouvernement nationaliste bourgeois. Ce que craignent les Etats-Unis c'est l'influence de l'URSS dans ce qu'ils considèrent comme leur terrain privé. La crise actuelle de l'impérialisme yankee exige plus que jamais qu'il renforce et assure sa domination en Amérique Latine.

Le conflit entre le Pérou et le Chili est au centre de toutes ces contradictions, tant internationales que nationales, ce qui rend possible l'agression que le criminel Pinochet prépare.

LE PROLETARIAT EST CONTRE LA GUERRE

Nous donnons toutes ces informations et nous dénonçons devant le monde les plans de guerre de la dictature militaire chilienne, car nous, en tant que révolutionnaires et que prolétaires, nous condamnons cette guerre criminelle entre la classe ouvrière et les peuples du Pérou et du Chili et nous nous y opposerons activement.

Dans cette guerre qui se prépare, les travailleurs n'ont rien à gagner. C'est un conflit entre des capitalistes, un conflit qui, d'un côté comme de l'autre, sert les intérêts de la grande bourgeoisie.

Les ouvriers, les paysans, les étudiants, la petite bourgeoisie du Pérou et du Chili serviront de chair à canon pour que ceux qu, aujourd'hui, nous exploitent, nous oppriment et nous plongent dans la misère, s'enrichissent encore plus.

Nous révolutionnaires chiliens, jamais nous ne prendrons les armes contre nos frères, les travailleurs du Pérou.

Ils se trompent ceux qui croient qu'en cas de guerre contre le Pérou, les révolutionnaires et les ouvriers chiliens abandonneront la résistance contre la dictature. Jamais nous ne servirons les intérêts criminels de la dictature, de la bourgeoisie et de l'impérialisme. La guerre contre le Pérou ne fera qu'intensifier la résistance du mouvement révolutionnaire.

Les travailleurs qui recevront des armes pour assassiner leurs frères les travailleurs du Pérou s'en serviront pour abattre Pinochet et établir un gouvernement populaire et révolutionnaire.

Nous, révolutionnaires chiliens, nous nous opposerons fermement à toute agression contre la classe ouvrière, le peuple péruvien et contre tout peuple frère.

Mais nous lutterons aussi sans faiblesse contre les intentions de domination de toute bourgeoisie étrangère de la même façon que nous luttons contre la dictature militaire de la bourgeoisie chilienne qui, avec l'appui de l'impérialisme nord-américain, exploite, opprime et assassine notre peuple.

Nous appelons tous les travailleurs, tous les révolutionnaires d'Amérique Latine et du monde à se mobiliser.

Nous les appelons à la lutte pour empêcher cette guerre qui n'apportera que misère et mort aux peuples péruviens et chiliens.

Nous appelons les travailleurs péruviens et chiliens.

Nous les appelons pour que le jour où les gouvernements bourgeois tenteront de s'en servir comme de chair à canon ils tournent leurs armes contre ces gouvernements et contre l'impérialisme.

Pour que les armes que les grands patrons veulent tourner contre nos peuples se transforment en armes pour la révolution prolétarienne, qui seule peut assurer la paix et la solidarité entre les peuples frères du Pérou et du Chili.

**COMMISSION POLITIQUE
MOUVEMENT DE LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE
(M.I.R. CHILI.)**

CHILI JUIN 1975

Imprimerie Gilles Tautin

Directeur de Publication :
ELMI Daniel Dépôt légal :
3ème trimestre 1975